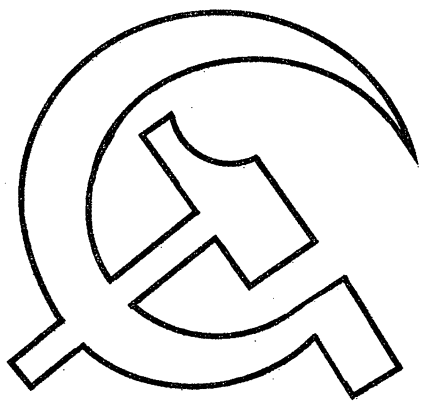




le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 03 mars 2014

N° 399

PRIX : 0,60 Euro

SÉNÉGAL



**SENEGAL
EMERGENT**



**LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN À ATTENDRE
DU PLAN DE MACKY SALL**



SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Sénégal : Les travailleurs n'ont rien à attendre du plan de Macky Sall

Page 3

Mali : Des galonnés qui se distinguent surtout par leurs actes de barbarie.

Page 4

Centrafrique : Les troupes françaises ne sont pas là pour mettre fin aux massacres.

Page 5

Tchad : Des réfugiés sont mécontents des conditions d'accueil.

Pages 6 à 8

Côte d'Ivoire : Mettre fin aux attaques des riches...

Page 8

Afrique du Sud : Mineurs en grève.

Page 11

Les crimes de l'esclavage et de la colonisation et la lutte qu'il faudra mener ...

ABONNEMENT

FRANCE : En tarif réduit

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy Cedex

Notre site internet:
www.uatci.org

é d i t o r i a l

SÉNÉGAL

LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN À ATTENDRE DU PLAN DE MACKY SALL

Le président Sénégalais, Macky Sall vient d'effectuer une tournée en Chine puis à Paris pour rencontrer les bailleurs de fonds et quémander des aides. Il dit qu'il a besoin de près de 3 000 milliards de F CFA (4,6 milliards d'euros environ). Il dit aussi qu'il a un "plan", baptisé PSE (Plan Sénégal Emergent) "pour permettre au Sénégal de réaliser une croissance économique d'au moins 7 % à l'horizon 2018" et de devenir "un pays émergent en 2035".

En son temps, son prédécesseur Wade avait lui aussi, son propre "plan", le fameux GOANA (Grande offensive agricole pour la nourriture et l'abondance) lancé en 2008. Il était sensé transformer le Sénégal en un vaste paradis où allait couler le lait et le miel. Wade avait promis de "dépasser" le seuil de l'autosuffisance alimentaire et de parvenir à "l'abondance alimentaire". Cette folie de grandeur a coûté la bagatelle de 344 milliards de F CFA (soit plus de 524 millions d'euros). Au bout du compte, la population n'a rien vu. Wade a trouvé le prétexte de la "mauvaise pluviométrie" qui aurait contrarié son plan. Où sont partis les milliards? Ils ne sont certainement pas perdus pour tout le monde. "L'abondance", la population pauvre ne l'a pas vue, bien au contraire la misère n'a fait que gagner du terrain. Mais pour le clan de Wade, ce fut vraiment l'abondance de milliards détournés.

Aujourd'hui, son successeur Macky Sall, prétend avoir découvert un plan pour que le Sénégal devienne un pays "émergent". On ne sait pas s'il a convaincu les bailleurs de fonds qui ne sont rien d'autres que des affameurs de peuples, mais s'il a un "plan" pour le Sénégal c'est d'abord celui de servir les gros capitalistes qui pillent les richesses naturelles et exploitent les travailleurs aux quatre coins de la planète. Il a aussi un autre "plan" auquel il doit particulièrement tenir : celui de mettre la main sur cette manne financière pour son enrichissement personnel ainsi que celui de son clan. Mais ça il ne le dit pas.

Il y a peut-être au sein de la population sénégalaise, notamment parmi les nombreux chômeurs, quelques-uns qui pensent qu'avec les milliards collectés par Macky Sall, il y aura des retombées sous forme de nouvelles usines ou de nouveaux chantiers. Ils risquent d'être déçus car il n'y a rien à attendre d'un pouvoir qui n'est même pas capable de fournir de l'eau potable et de l'électricité à sa population; d'un pouvoir qui se moque totalement de la santé, de l'éducation et du logement des familles de la population laborieuse.

MALI

DES GALONNÉS QUI SE DISTINGUENT SURTOUT PAR LEURS ACTES DE BARBARIE

Après la découverte, début décembre 2013, d'un charnier contenant 21 cadavres, non loin du camp militaire de Kati, à 15 kilomètres de Bamako, deux autres fosses communes, contenant cinq corps viennent d'être découvertes, toujours dans le parage du camp militaire.

D'après les dires des enquêteurs officiels, tous ces cadavres sont ceux des militaires restés fidèles à l'ex-président ATT. Ils auraient été abattus froidement par les partisans du capitaine putschiste Sanogo.

Peu de temps après la découverte du premier charnier, l'ex-capitaine Sanogo (devenu "général quatre étoiles" par la grâce de Dioncounda Traoré) et quelques-uns de ses partisans ont été arrêtés. Une grande partie d'entre eux ont été relâchés par la suite, sans aucune forme de procès. Quant à Sanogo, il se trouve depuis plus de deux mois non pas en prison mais

tout simplement "en isolement" à l'Ecole nationale de gendarmerie. Il bénéficie d'un maximum de confort et ne se plaint d'aucun mauvais traitement, bien au contraire.

Tout dernièrement le général Yamoussa Camara, ancien ministre de la Défense et actuel chef d'état-major particulier du président IBK, a aussi été inculpé et "mis sous mandat de dépôt" parce qu'il serait, lui aussi, impliqué dans les assassinats. D'autres officiers sont également poursuivis.

Il n'est pas impossible que toutes ces arrestations au sein de l'armée soient le fruit d'un règlement de compte entre clans rivaux. Mais ce qui est certain, c'est que les uns comme les autres ne reculent devant aucun meurtre pour parvenir aux commandes ou s'y accrocher. D'autant plus que le nombre de places au sommet de l'appareil d'Etat est limité.

GRÈVE GÉNÉRALE AU BENIN

Suite à la sanglante répression d'une marche syndicale pacifique le 27 décembre dernier contre la privation des libertés démocratiques, la corruption et les concours frauduleux, les travailleurs du secteur public et du privé sont en grève au Bénin. A ces revendications se sont ajoutées d'autres notamment l'augmentation salariale et l'amélioration des conditions de travail. Les centrales syndicales réclament également la démission du commissaire central de Cotonou et du préfet, deux personnes qui ont eu de lourdes responsabilités dans la répression.

Malgré les défalcons effectués sur les salaires du mois de janvier et de février pour fait de grève, le mouvement ne faiblit pas car la colère est grande. Le 28 février le chef de l'Etat a

fait un discours dans lequel il affirme la restitution des défalcons sur les salaires et exhorte les grévistes à arrêter leur mouvement. Il lâche en quelque sorte du lest mais ne cède rien sur l'essentiel à savoir les conditions de travail et les salaires qui dans ce pays sont dérisoires en regard à l'augmentation continuelle du coût de la vie.

Les dirigeants syndicaux sont tout à fait capables d'appeler à la reprise du travail pour peu que le régime leur concède des contreparties et des faveurs en tant qu'interlocuteurs indispensables. Mais il est possible aussi que ces deux mois de grève aient appris aux travailleurs à prendre conscience de leur force. Des liens entre travailleurs ont été tissés tout au long du mouvement et seront précieux pour l'avenir.

CENTRAFRIQUE

LES TROUPES FRANÇAISES NE SONT PAS LÀ POUR METTRE FIN AUX MASSACRES

Après sa visite au Nigéria, François Hollande, pour la deuxième fois consécutive, s'est rendu en Centrafrique le 28 février dernier.



La présidente centrafricaine Catherine Samba-Panza
et François Hollande le 28 février 2014 à Bangui

A l'aéroport de Bangui M'Poko où se trouve le QG des troupes françaises, il a salué l'action des soldats qui, selon lui, ont « sauvé des milliers de vie ». Ce n'est que pure propagande pour faire croire que les troupes françaises sont présentes en Afrique et plus particulièrement en Centrafrique pour accomplir des œuvres humanitaires. Il a confirmé le renforcement en nombre des soldats français en Centrafrique et a demandé à l'ONU et à l'Union Européenne de s'impliquer davantage. Il faut rappeler que la force Sangaris (nom de l'opération militaire française en Centrafrique) dispose de 2000 soldats. De son côté Ban Ki-Moon, le Secrétaire général de l'ONU envisage de porter le nombre de Casques bleus de 6000 actuellement à 9000, agissant dans le cadre de la Misca (Mission internationale de soutien à la Centrafrique).

La nouvelle présidente de Centrafrique, Catherine Samba-Panza, a estimé que la situation s'est « énormément améliorée » depuis sa prise de

fonction il y a un mois, cependant elle demande le renforcement des forces militaires pour sécuriser le pays. La réalité est que même dans la capitale Bangui, le bruit des Kalachnikov est loin d'avoir disparu. La situation est pire à l'intérieur du pays. L'armée centrafricaine est complètement inopérante. Il en va de même pour l'administration qui est dans le chaos le plus total.

Quelques jours auparavant, la télévision française a montré, en direct, le lynchage à mort d'une personne à Bangui, sous prétexte que c'était un sorcier et espion de la Séléca, du nom de l'organisation des rebelles au service de Djotodia, président centrafricain poussé à la démission par Hollande. Un soldat de l'armée centrafricaine a participé à ce lynchage public, sans être inquiété.

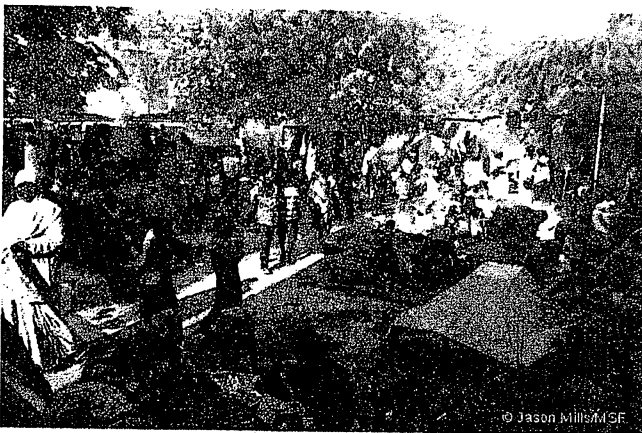
C'est tous les jours que des affrontements ont lieu dans la rue, dans les quartiers, entre des éléments de la Séléka, et des anti-balaka, miliciens favorables à l'ancien président Bozizé, chassé du pouvoir par Idriss Deby, avec l'accord du gouvernement français.

Ces tueries se déroulent parfois au nez et à la barbe des troupes françaises sans que des soldats ne lèvent le petit doigt, pour empêcher ces massacres, soigner des blessés ou secourir des dizaines de milliers de réfugiés qui campent près de l'aéroport Bangui Mpoko, à quelques mètres seulement de là où s'est installé le camp militaire français. Alors, le discours de Hollande qui prétend que l'armée française intervient en Afrique pour venir au secours de la population est un pur mensonge destiné à masquer la vraie raison : celle de veiller aux intérêts de la bourgeoisie française dans ses anciennes colonies.

TCHAD

DES RÉFUGIÉS SONT MÉCONTENTES DES CONDITIONS D'ACCUEIL

Parmi les centaines de milliers de personnes qui ont fui ou continuent de fuir les tueries, les exactions ou les pillages à Bangui et dans les autres localités de la Centrafrique, certaines se sont réfugiées dans les pays voisins. Mais les plus nombreuses se sont retrouvées au Tchad, en particulier à Ndjaména et à Sido, petite ville située à l'extrême sud du Tchad.



Camp de réfugiés de Chagoua à Ndjaména

A Ndjaména, ils sont environ 15.000 personnes, arrivées par avion. Elles occupent des écoles, des bâtiments publics ou des centres d'accueil. Certains réfugiés nourrissent l'idée de retourner à Bangui, une fois le calme et la paix revenus ; d'autres n'ont pas pu retrouver leurs parents tchadiens. Il y en a qui n'ont plus d'attaches au Tchad. Un jeune réfugié raconte : *« Quand le magasin a été pillé et que mon père a été tué, ma mère et ma sœur ont décidé de partir avec notre propre camion. Moi je ne voulais pas. Aller au Tchad ? Pour quoi faire ? Mon pays*

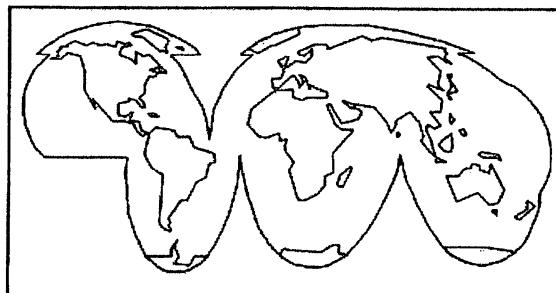
c'est la Centrafrique, je suis né à Bangui, mes parents aussi ». Un homme qui a perdu toute sa famille à Bangui déclare : *« Au moins ici on n'entend pas le bruit des balles ».*

Au sud du Tchad, les réfugiés sont les plus nombreux, environ 35.000 personnes. La plupart se retrouve à Sido et à Bitoye, une localité située à 10 km de la frontière centrafricaine. Certains réfugiés et leurs familles ont parcouru plus de 200 km à pied pour atteindre ces deux petites villes. Leurs conditions de vie sont déplorables. A Bitoye par exemple, des réfugiés dorment sous des manguiers et attrapent des maladies. Un membre d'une équipe médicale raconte notamment : *« En trois jours de consultations, notre équipe médicale a déjà reçu 19 enfants souffrant de malnutrition aigüe sévère et les principales pathologies sont le paludisme, la diarrhée et les infections respiratoires ».*

Révoltés contre les mauvaises conditions d'accueil, certains réfugiés de Ndjaména ont occupé, il y a quelques semaines, une radio. Ils ont été délogés manu militari, par les forces de l'ordre.

C'est cette voie de la révolte qui, si elle est suivie par d'autres réfugiés, avec le soutien des parents, amis, ou autres organisations, peut obliger le gouvernement au service des riches, des patrons, et aux ordres du gouvernement français, à améliorer leur situation.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CÔTE D'IVOIRE

METTRE FIN AUX ATTAQUES DES RICHES !

Après la destruction du quartier « *Washington* », il y a de cela une dizaine de jours, c'est le quartier qui longe le chenal d'Anoumabo, sur plus d'un kilomètre, qui a été rasé cette semaine. D'autres quartiers sont aussi menacés de destruction, notamment ceux qui longent le mur de l'aéroport à Port-Bouët jusqu'au lycée municipal de Gonzagueville.

Plus de 6.000 personnes habitaient dans ce qui restait du quartier « *Washington* ». Elles se sont retrouvées sans toit, du jour au lendemain, jetées à la rue comme des malpropres.

Les habitants d'Anoumabo ont vécu le même sort. Le gouvernement n'a même pas daigné recenser les milliers d'habitants qui ont été victimes de la destruction de leurs logis. Un haut dirigeant du gouvernement a même osé dire, que ce quartier a été détruit « *pour préserver la vie des populations pauvres qui cohabitaient avec les ordures et porcheries* » ! « *Le 3^{ème} pont, dit-il, ne peut pas être à proximité d'un paysage hideux* » ! Eh oui, les riches ne veulent pas voir la misère que leur propre société engendre !

Or, cette misère touche de plus en plus de monde et vient s'étaler jusqu'à proximité des fenêtres de leurs villas et de leurs usines. Rien que dans l'agglomération d'Abidjan, les autorités publiques auraient recensé 137 bidonvilles où habitent, « *avec les ordures et porcheries* », un million et demi de personnes, soit un abidjanaï sur quatre !

Comment donc s'en étonner, quand on sait que le revenu des travailleurs et des populations pauvres est tellement bas comparativement au coût de la vie, qu'il ne leur permet même pas de se nourrir un tant soit peu convenablement !

Quand ils trouvent un travail, la majorité des travailleurs sont de plus en plus réduits à un travail journalier mal payé, corvéable à merci et sans lendemain.

Cette réalité ne date pas d'aujourd'hui. En effet, la législation avait légalisé la journalisation du travail dès 1994. Mais dans les faits cette pratique existait déjà depuis plusieurs années avant sa légalisation. Au fil des ans, particulièrement dans le secteur des ouvriers et des employés, lorsque quelqu'un partait à la retraite, il était remplacé par un journalier; et puis c'est devenu une pratique générale.

La classe capitaliste est guidée par le profit et l'accumulation des richesses. Or, le profit, les capitalistes le tirent de l'exploitation des travailleurs. Pour augmenter leurs profits, ils cherchent toujours à aggraver les conditions d'existence des travailleurs.

Ce n'est pas d'un gouvernement, quel qu'il soit, que les travailleurs peuvent attendre une action en leur faveur. Bien au contraire ! La réalité le montre. Il y a une complicité entre la classe exploiteuse et le pouvoir. Les dirigeants qui se succèdent au pouvoir diffèrent peut-être par leur langage, mais ce qu'ils ont en commun, c'est d'être avant tout au service des capitalistes, au service des riches !

Alors, si les travailleurs et les populations pauvres ne s'organisent pour défendre eux-mêmes leurs intérêts, il n'y aura aucune amélioration de leurs conditions d'existence. Ils ne peuvent compter ni sur les dirigeants syndicaux, ni sur les politiciens qui se disent d'opposition car tous ces gens-là ne pensent qu'à leur carrière et à leur bien-être personnel.

À QUI PROFITENT LES "OPÉRATIONS DÉGUERPISEMENTS" ?

Dans les villes comme dans les campagnes la misère s'aggrave. La prolifération des bidonvilles dans la capitale est une des conséquences visibles de l'appauvrissement de la population laborieuse.

A l'inverse, les riches ont amassé tellement d'argent qu'ils veulent mettre la main sur les espaces libérés par la chasse aux pauvres des bidonvilles.

C'est ainsi qu'ils lorgnent, par exemple, sur un terrain de 3.700 hectares à Port-Bouët, le long des murs de l'aéroport, en longeant la mer jusqu'à Gonzagueville. Cet endroit est occupé jusqu'ici par plus de 20.000 pauvres. Certains sont installés-là depuis 30 ans. Ils risquent d'être délogés manu militari par les autorités publiques pour satisfaire l'appétit des promoteurs immobiliers qui veulent s'accaparer de cet espace pour construire, à en croire la presse, « *des hôtels*

de standing, des centres commerciaux, d'appartements de luxes et des infrastructures modernes ». Ce projet serait déjà passé en conseil des ministres.

Ces capitalistes et leurs mandants au pouvoir ont peut-être vendu la peau de l'ours avant de l'avoir tué ! Mais ceux qui habitent cet endroit n'ont pas encore dit leur dernier mot. Et il n'est pas dit qu'ils se laisseront déloger sans réagir.

CÔTE D'IVOIRE

RENFORCEMENT DU STATUT DES ROIS ET CHEFS TRADITIONNELS UNE MESURE REACTIONNAIRE SUR FOND DE CALCUL ELECTORAL

Le Conseil des ministres a adopté un projet de loi qui va conférer un statut officiel et légal aux rois et chefs traditionnels. Ce projet de loi crée deux organes. Il s'agit de « l'Assemblée des rois et chefs traditionnels de Côte d'Ivoire » qui se réunira au moins une fois par an. Puis, il y a la « Chambre nationale des rois et chefs traditionnels ». C'est cet organe qui bénéficiera de subventions sur fonds publics, pour l'exercice de ses « activités » et le gouvernement, mettra aussi des subsides à la disposition de ces rois et chefs à chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

Il faut rappeler que le gouvernement n'est pas le premier à recourir au service des prétendus « rois » et autres « chefs ». Déjà pendant la période coloniale ils jouaient le rôle de prolongement des administrations coloniales. Certains se sont même illustrés en livrant aux

colons leurs populations comme esclaves en échanges de verroterie, tissus et autres bibelots.

Après l'indépendance, le rôle de ces dignitaires traditionnels a considérablement diminué. Néanmoins, du fait de leur prestige dans le milieu de la paysannerie, ils ont conservé une certaine influence auprès des autorités politiques et administratives. De plus, ces rois et chefs traditionnels sont généralement constitués d'anciens commissaires, députés, ministres et hauts commis de l'Etat qui ont servi les différentes dictatures.

Aujourd'hui, ce sont ces institutions traditionnelles veillottes et complètement dépassées que Ouattara veut mettre au goût du jour. Il espère peut-être ainsi acheter des auxiliaires qui pourront faire campagne auprès de leurs populations lors des élections prochaines.

CE SONT LES HABITANTS EUX-MEMES QUI PEUVENT METTRE FIN A L'INSECURITE DANS LES QUARTIERS

Les « gangs à la machette », communément appelés « microbes » ou « virus », continuent leurs opérations dans les quartiers populaires. Récemment, deux jeunes ferrailleurs à Abobo, en rentrant chez eux le soir aux environs de 23 heures, se sont fait agresser et taillader à la machette.

C'est d'abord à Abobo que ces gangs à la machette ont commencé leurs premières opérations. Ensuite, le phénomène s'est étendu à d'autres quartiers comme Adjamé et Attécoubé.

C'est l'œuvre de jeunes dont l'âge varie entre 12 et 20 ans. Pour attaquer, ils se mettent en groupe de 15 à 20, sèment la panique et profitent de la débâcle pour agresser et dépouiller tous ceux qu'ils trouvent sur leur passage. A la moindre résistance, ils n'hésitent pas à faire usage de leurs machettes. Lors de leurs attaques, ils laissent derrière eux des blessés et, malheureusement, aussi quelques fois des morts.

Dans ce contexte d'insécurité généralisée, les populations vivent continuellement avec la

peur au ventre car les attaques de ces voyous sont imprévisibles. Les travailleurs qui dans leur grande majorité habitent les quartiers populaires, sont permanemment confrontés aux risques de se faire agresser par ces bandes de malfaiteurs. En fonction des horaires de l'usine ou des chantiers, mais aussi en raison de l'éloignement du lieu de travail, ils sont obligés de sortir de chez eux souvent à 4h du matin ou de rentrer très tard après 22 heures.

Les autorités avaient pourtant crié haut et fort qu'ils mettraient fin à ce fléau et avaient même mandaté des forces de l'ordre tel que le CCDO ou encore la Brigade de sécurité. Mais toutes ces

forces restent visiblement inefficaces face à ce problème.

Dans certains quartiers, les populations ne se font plus d'illusions sur ces discours concernant la sécurité. A Abobo-té, par exemple, les populations se sont organisées elles-mêmes et étaient parées aux attaques des bandes à la machette. Lorsque, récemment ces voyous se sont pointés dans le quartier, ils ont rencontré une résistance inattendue des populations. L'un d'entre eux a été tué. Et depuis, ils ne sont plus revenus dans le quartier.

Il n'y a que la mobilisation des habitants eux-mêmes qui peut venir à bout de ces bandits.

CÔTE D'IVOIRE

LOI SUR L'ELECTRICITE : UNE NOUVELLE ATTAQUE CONTRE LES POPULATIONS PAUVRES

Un nouveau Code de l'électricité a été adopté par l'assemblée nationale le 27 février dernier sur présentation du ministre de l'Energie. En plus de la libéralisation du secteur de l'électricité, il est question de *“renforcer le dispositif de répression des fraudes et autres actes délictuels qui grèvent le secteur de l'électricité”*.

Cette nouvelle disposition va permettre à quelques riches de s'en mettre pleins les poches à cause des privatisations annoncées; en même temps, elle s'en prend aux populations pauvres qui sont obligées de se connecter sur des réseaux parallèles d'électricité faute de moyens.

Dans nos quartiers, l'accès à l'électricité n'est souvent pas à la portée de tous. C'est donc à plusieurs que les compteurs sont partagés. On se raccorde au compteur d'un frère, d'un ami ou d'un voisin et les factures sont réglées en commun. C'est le coût de l'abonnement (plus de 100.000 F) qui favorise ce genre de situation. S'il y en a une prolifération, c'est parce que les conditions d'abonnement excluent les petites gens.

Mais au lieu de voter des lois pour faciliter l'accès de tous à l'électricité, l'Etat prend plutôt des mesures répressives contre les populations pauvres.

AFRIQUE DU SUD

MINEURS EN GRÈVE

Depuis cinq semaines les mineurs du bassin de Rustenburg, dans le nord-ouest de l'Afrique du Sud, sont en grève pour des augmentations de salaires. Ils revendiquent un minimum de salaire de 12 500 rands (850 Euros). Ils sont 100 000 mineurs à être en lutte. Dans la même région 3.000 travailleurs d'une grande raffinerie de platine sont également en grève pour des

meilleurs salaires. Les mineurs ont bloqué la production et le raffinage des trois géants du secteur : Anglo Platinum (filiale de l'Anglo-American), Impala Platinum et Lonmin.

Ce n'est pas la première fois que les mineurs de l'Afrique du Sud ont montré leur combativité. En août 2012, ils étaient 28 000



05 mars 2013 : manifestation des mineurs de Marikana.

ouvriers à être en grève dans la mine de platine Lonmin à Marikana. Leur mouvement avait entraîné d'autres mines, comme celle de Gold Field (4^{ème} producteur mondial d'or). A ce moment-là les patrons, les syndicats proches de l'ANC et les autorités ont été pris de court et la répression a été féroce ; il y a eu 34 morts et plus d'une centaine de mineurs emprisonnés. Malgré tout le patron a cédé une augmentation de salaire de 10 à 20%. Les camionneurs se sont aussi mis dans le mouvement et ont obtenu 10% d'augmentation.

Cette fois-ci le gouvernement du Congrès national africain (ANC) a agi dès le début pour soutenir les patrons des mines pour qu'ils ne

cèdent pas. En même temps il a lancé des menaces contre le syndicat des mineurs, l'AMCU, qui organise la grève. Fort du soutien du gouvernement, la direction de l'Anglo Platinum a engagé des poursuites contre les dirigeants du syndicat et réclame des dommages et intérêts pour les dégradations causées selon elle par les grévistes. Le gouvernement de l'ANC et les patrons ont peur de l'extension de la grève à d'autres catégories de travailleurs, surtout en cette période où le pouvoir d'achat en baisse provoque de multiples conflits locaux.

Le mouvement ouvrier sud-africain montre une fois de plus sa force. Il a été sous l'apartheid le fer lance de la lutte contre le régime raciste. Aujourd'hui il a en face de lui les dirigeants de l'ANC, ceux-là même qui se sont appuyés sur ses luttes du passé pour se hisser au pouvoir.

L'absence d'une véritable direction politique de ce mouvement ouvrier est un grand handicap pour mener à bien le combat de la classe ouvrière. On peut cependant espérer que dans les luttes actuelles les ouvriers les plus combattifs et les plus conscients tireront des leçons pour se donner une direction qui représente vraiment leurs aspirations.

MADAGASCAR

MISÈRE DES PARENTS ET TRAVAIL DES ENFANTS

Le travail des enfants gagne du terrain dans le pays. Les textes nationaux relatifs à ce travail



Travail des enfants dans une carrière de pierres.

délimitent à 15 ans l'âge minimum des enfants pouvant effectuer des travaux légers, mais la réalité est tout autre dans certaines régions telle la carrière du fokontany de Belobaka (province de Mahajanga).

Cette carrière est consacrée à la pierre et aux graviers destinés à la construction immobilière et aux routes. Là des enfants de 3 à 4 ans sont obligés de casser des pierres avec leurs parents afin de subvenir aux besoins de la famille. Les pères de familles cassent les très gros blocs afin de faire écrouler les collines, les mères s'assurent de faire réunir en un seul endroit les blocs éparpillés un peu partout et ce sont les enfants qui s'occupent généralement de la casse des pierres proprement dites. Il revient aux plus petits de produire des gravillons à coups de

marteau. Ils travaillent mains et pieds nus et lors qu'ils se blessent ils n'ont pas d'autre moyen de se soigner que de laver la blessure à l'eau salée. Cette situation inacceptable existe à Madagascar à cause de l'extrême pauvreté dans laquelle vit une grande partie de la population.

Il existe approximativement 1000 personnes tous âges confondus qui travaillent dans cette carrière. Ainsi chaque famille essaie de faire de son mieux pour gagner le maximum d'argent qui ne dépasse généralement pas les 5000 Ariary par mètre cube (2 euros) alors qu'il leur faudrait une semaine pour le réaliser, soit 20 000 Ariary par mois (8 euros).

Ce cas n'est malheureusement pas isolé, il tend au contraire à se développer dans d'autres

régions et d'autres secteurs comme les briqueteries. A Antananarivo la capitale, des enfants sont abandonnés à leur sort et deviennent des proies faciles pour toutes sortes de trafiquants.

Les gouvernements promulguent de belles lois mais ne font rien pour les faire appliquer et surtout pour améliorer la situation dramatique des classes pauvres, surtout celle des travailleurs qui eux n'ont pas obtenu d'augmentation de salaire depuis belle lurette sous prétexte de crise politique au sommet de l'Etat. Un nouveau pouvoir, cette fois élu, est en place. Mais les travailleurs n'ont aucune illusion à se faire quant à la volonté des nouveaux dirigeants de répondre à leurs attentes.

LE GROUPE NESTLÉ EST FIER DE SON CHIFFRE D'AFFAIRE

Au cours d'une vidéo-conférence depuis le siège de cette multinationale basée en Suisse, Nestlé a récemment rendu public ses résultats de l'année 2013. Ce groupe aurait réalisé un chiffre de vente de 92,2 milliards de francs suisses (1,22 franc suisse = 1 euro), un résultat considéré comme bon par ses dirigeants. Dans la zone Asie, Océanie, Afrique, Nestlé enregistre un chiffre de 18,9 milliards, en nette augmentation par rapport à l'exercice 2012.

Malgré la crise économique mondiale, ce groupe continue d'engranger des profits et se vante de distribuer des dividendes en hausse à ses actionnaires. Il va fêter son 150ème anniversaire en 2016.

En Afrique et dans les pays du Maghreb, Nestlé n'est pas avare de campagnes de communication, en fait de publicité, pour ses produits. C'est ainsi qu'il parraine des rencontres sportives de jeunes pour leur inculquer « les bonnes habitudes alimentaires » consistant à consommer au petit déjeuner des céréales et autres produits mis sur le marché par ce groupe, sensés améliorer les performances sportives. Lors de ces événements, des « professionnels de la nutrition » dispensent leurs conseils aux participants, leur accordant « un bilan nutritionnel personnalisé », comme si les jeunes et leurs

parents ne savaient pas se nourrir. En réalité ils n'ont pas les moyens à cause de la pauvreté, du chômage et des bas salaires y compris pour ceux qui travaillent dans les entreprises Nestlé.

Le groupe Nestlé et ses semblables se moquent complètement de l'état de pauvreté et de misère dans laquelle vivent les êtres humains en Afrique ou ailleurs. Ce qui les intéresse c'est comment faire le plus de fric possible en casant leurs produits à ceux qui ont les moyens de les acheter. A travers les opérations actuelles de marketing ils visent des catégories de consommateurs tels que les jeunes, aptes à adopter certaines habitudes alimentaires. Il y a un demi-siècle Coca cola distribuait gratuitement et périodiquement sa boisson dans les pays d'Amérique latine pour la populariser et occuper le terrain face à des concurrents. La stratégie de Coca Cola est un peu différente dans ce sens que ce groupe visait un public plus large, mais l'objectif final est le même : réaliser des profits.

Eh bien il faut que l'économie fonctionne autrement : les énormes besoins de l'humanité en matière de nutrition ne pourront être satisfaits que quand les travailleurs auront dépossédé ces groupes de l'agro-industrie de la mainmise des capitalistes.

LES CRIMES DE L'ESCLAVAGE ET DE LA COLONISATION ET LA LUTTE QU'IL FAUDRA MENER POUR LEUR REPARATION

Le 25 février dernier, le CRAN (Conseil représentatif des associations noires) a assigné l'Etat français et le groupe Spie pour « *crime contre l'humanité* ». L'accusation porte sur la pratique des travaux forcés lors de la construction du chemin de fer Congo-Océan durant la période coloniale.

Cette ligne, longue de 500 kilomètres, qui relie Brazzaville au port de Pointe-Noire, a été construite entre 1921 et 1934 par la Société de construction des Batignolles (une entité qui existe toujours et qui fait partie du groupe Spie actuel) pour le compte de l'Etat français afin de donner un débouché maritime aux matières premières des colonies d'Afrique centrale et équatoriale (le coton du Tchad et de Centrafrique, le bois du Gabon, les oléagineux et le cuivre du Congo).

A cette époque-là, l'esclavage était déjà officiellement aboli depuis soixante-dix ans dans les lois de la France coloniale. Il a été remplacé par la pratique des "travaux forcés" à laquelle tous les colonisés étaient soumis selon le bon vouloir des autorités coloniales. Ce n'était rien d'autre que de l'esclavage déguisé. Les humiliations, la violence et les châtiments étaient des pratiques courantes. Nombreux étaient ceux qui en mourraient.

Pour construire ce chemin de fer qui nécessitait une main d'œuvre colossale que la seule colonie du Congo ne pouvait fournir, la France a fait venir de force des dizaines de milliers d'hommes dans la force de l'âge de ses lointaines colonies (Tchad, Centrafrique, Gabon, Sénégal). Au total il y a eu 125 000 "recrutés". Nombreux sont morts avant même d'arriver sur les lieux des grands chantiers du Congo-Océan, à cause des conditions déplorables du transport. Ceux qui ont survécu au voyage ont vécu l'enfer des travaux forcés. A la maltraitance des contremaîtres, aux travaux pénibles et à la malnutrition se sont ajoutées les conditions déplorables dans les "camps ferroviaires", aggravées par le climat particulier à cette région équatoriale. L'écrivain français, Albert Londres qui a été témoin de la construction de ce chemin

de fer écrit dans son livre *Terre d'Ébène* (1929) : « *J'ai vu construire des chemins de fer, on rencontrait du matériel sur les chantiers. Ici que du nègre ! Le nègre remplaçait la machine, le camion, la grue ; pourquoi pas l'explosif aussi ?* ». Ce fut une hécatombe.



Sur le chantier du Congo-Océan (1921-1934)

Le nombre de morts se comptait par milliers. Les chiffres officiels font état de 17 000 morts, rien que pour les 140 premiers kilomètres. Selon l'Encyclopédie Universalis, la construction de cette ligne aurait coûté la vie "d'un homme par traverse".

C'est la même Société de construction des Batignolles qui a eu le contrat de construction de nombreuses autres lignes dans les colonies françaises d'Afrique : entre Bône et Guelma en Algérie (1876) ; Dakar-Saint-Louis du Sénégal (1880). C'est également elle qui s'est vue confier l'édification de nombreuses infrastructures portuaires : A Madagascar, le port de Tamatave (1929-1936), Abidjan (1929-1938) et Djibouti (1929-1938), etc.

Le Canal de Vridi à Abidjan fut percé dans les mêmes conditions (par une autre entreprise) à partir de 1938. Le nouveau port fut inauguré en 1951. Le nombre de victimes est à compter par milliers.

Le système de travaux forcés a été officiellement aboli dans les textes par une loi déposée en 1946 par Houphouët Boigny (alors

député de la Côte d'Ivoire). Elle a été adoptée en 1947 par le gouvernement français mais dans les faits, le système des travaux forcé a persisté jusqu'à bien plus tard dans les colonies d'Afrique, y compris dans le pays de celui qui fit voter cette loi au parlement français ! A Madagascar, jusqu'à la veille de l'indépendance il se pratiquait encore, à la seule différence que cela ne s'appelait plus "travaux forcés" mais "engagement" (que les Malgaches avaient coutume de désigner par "angazomay").

Que des associations comme le CRAN ou le MIR (Mouvement international pour les réparations) réclament des réparations pour les descendants d'esclaves durant le Commerce triangulaire et de tous ceux qui ont subi des "crimes contre l'humanité" durant la colonisation, c'est plutôt une bonne chose. Leurs actions en justice ont au moins le mérite d'ouvrir les yeux de beaucoup de personnes sur les crimes du système esclavagiste et colonial.

Oui, la bourgeoisie, et pas seulement la bourgeoisie française mais la bourgeoisie anglaise, hollandaise, espagnole, portugaise, nord-américaine, les bourgeoisies de tous les pays d'Amérique latine devraient indemniser les descendants d'esclaves éparpillés un peu partout mais aussi les peuples africains. Il faudrait indemniser les descendants sur plus de trois siècles d'esclavage, pour la déportation de plusieurs millions d'Africains ! Il faudrait y ajouter tous les crimes les plus odieux qui ont été associés à cette barbarie ! Y ajouter aussi le préjudice moral et psychologique considérable qui perdure aujourd'hui au sein du peuple noir ! Comment évaluer ces préjudices ?

Demander à la bourgeoisie et à ses États ces réparations, c'est leur demander de se ruiner et se suicider ! Ou bien alors c'est demander une aumône ! Le CRAN demande par exemple à la France de construire des écoles et des dispensaires pour les descendants des victimes des travaux forcés du Congo-Océan, d'ériger des monuments au Congo pour symboliser cette tragédie. C'est purement symbolique, mais même cela est trop pour un grand nombre de dirigeants français qui aujourd'hui encore, veulent inscrire jusque dans les lois actuelles et dans les manuels scolaires "*le rôle positif de la colonisation française*" pour les peuples coloniaux.

La véritable réparation passera par la confiscation des mains de la bourgeoisie mondiale et de ses États tout ce qu'ils ont volé et pillé, par l'esclavage, par la colonisation et par le système capitaliste lui-même, véritable géniteur de l'esclavage et de l'exploitation moderne de l'homme par l'homme.



Si les descendants d'esclaves mais aussi tous les exploités et les pauvres, si tous ces esclaves modernes que sont les travailleurs exploités par les capitalistes s'armaient de cette volonté-là, ils pourraient récupérer les richesses accumulées sur leur dos, leur sueur et leur sang. Ils se feraient justice eux-mêmes et ce serait bien autre chose qu'une action purement symbolique ! Mais cela suppose une lutte de bien plus grande envergure que celle des associations qui réclament "réparation" : une lutte révolutionnaire contre les exploités actuels pour les déposséder des richesses qu'ils ont volées, non seulement par l'esclavage mais par le colonialisme et l'exploitation sous toutes ses formes. C'est cette lutte que veulent incarner les militants communistes révolutionnaires.

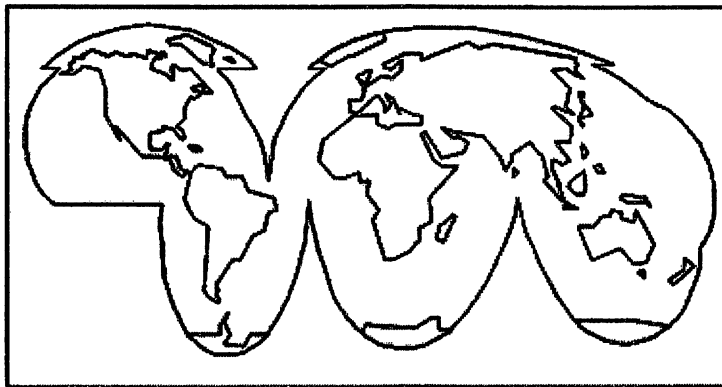
Les associations qui portent cette revendication de "réparation" en justice se limitent volontairement à l'aspect symbolique de la réparation. C'est un horizon fort limité car leur

objectif n'est pas de mettre en cause le fondement capitaliste du système d'esclavage et de la colonisation mais uniquement ses aspects moraux condamnés par les lois bourgeoises au titre de "crimes contre l'humanité". Les communistes révolutionnaires sont bien plus radicaux que cela. Ils exigent une véritable et entière réparation ! Et cette réparation-là passe par la lutte révolutionnaire des exploités pour déposséder la bourgeoisie et collectiviser toutes les richesses et

les moyens de production qu'elle a accumulés au fil des siècles d'esclavage, de pillages, et d'exploitation sans bornes des peuples coloniaux et des travailleurs des pays riches.

Pour obtenir de véritables réparations, les opprimés noirs comme tous les autres ne pourront faire l'économie d'une telle lutte, ou alors continuera le règne de la barbarie qu'incarne aujourd'hui l'esclavage moderne, le capitalisme.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.